

Campagne de BDS contre Israël : l'année 2014 verra-t-elle un tournant décisif ?



Il est à la fois curieux et surprenant de constater qu'Israël se sente vulnérable alors qu'il se trouve au sommet de sa puissance économique et militaire, notamment en matière de nucléaire. Cette fois, l'ironie veut que la menace provienne d'un mouvement non-violent ancré dans le droit international et dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Au mois de juin de cette année, le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu a en effet déclaré que le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), dirigé par les Palestiniens, représente une « menace stratégique » pour le régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid. Pour cela, Netanyahu a décidé de confier la responsabilité totale de la lutte contre le BDS au Ministre des Affaires Stratégiques.

Cette évolution spectaculaire reflète l'échec de « Brand Israel », une campagne israélienne bien huilée menée par le Ministre des Affaires Étrangères depuis le lancement du mouvement BDS en 2005, et dont la stratégie consistait à utiliser la culture comme instrument de propagande en faisant appel à des artistes et des écrivains israéliens dans l'objectif de présenter au monde entier une « meilleure image d'Israël. »

C'est en effet grâce aux gens de conscience depuis les quatre coins du monde, qui ont compris qu'on pouvait mettre fin à l'impunité d'Israël au moyen d'une résistance populaire en

Palestine même et associée à une pression et responsabilité internationale à la fois efficace, moralement cohérente et permanente.

C'est cette prise de conscience qui a donné un grand élan aux campagnes de BDS. Plusieurs de ceux qui étaient jusqu'ici des partisans et des sympathisants d'Israël ont fini par s'en éloigner à cause, entre autres, 1) du brutal blocus israélien sur la Bande de Gaza, 2) de la construction sauvage de colonies illégales et du mur de séparation en Cisjordanie occupée, 3) de sa « stratégie de judaïsation » à Jérusalem, en Galilée, dans la Vallée du Jourdain et dans le Naqab (Le Néguev), comme démontré par des rapports officiels de l'ONU 4) de l'adoption de nouvelles lois racistes, et enfin 5) du déni des droits des réfugiés.

Il convient donc de considérer que les succès du mouvement de BDS au cours des dernières années seraient le facteur qui a ébranlé le régime Israélien. Le soutien en décembre 2012 du *Congrès National Africain* (The African National Congress) ; le soutien au BDS et l'annulation d'évènements qui devaient inclure les noms d'artistes et de groupes de musique de renommée mondiale ; la décision prise par l'éminent scientifique Stephen Hawking et qui consistait à appliquer le boycott et à annuler sa participation à une conférence à l'Université Hébraïque ; et la dernière vague de résolutions en faveur du boycott adoptées par des associations universitaires US, sont des éléments qui conforte l'analyse selon laquelle le mouvement de BDS atteindra bientôt le niveau de la mobilisation internationale contre l'apartheid en Afrique du sud.

Quant à sa position aux yeux de l'opinion publique mondiale, il faut reconnaître que la réputation d'Israël s'est quelque peu érodée depuis un certain temps déjà. Deux facteurs majeurs en sont la cause. Il s'agit, premièrement, de la force morale du mouvement de BDS, y compris sa composante israélienne anticolonialiste cruciale. Et en second lieu, le changement

politique israélien qui s'est clairement orienté vers l'extrême droite. Dans un sondage réalisé en 2013 par la BBC, les résultats ont fait ressortir la concurrence entre Israël et la Corée du Nord, perçus par la grande majorité des personnes en Europe et ailleurs, comme le troisième ou le quatrième des pires pays au monde.

Qu'est-ce que la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions ?

Le 9 juin 2005 a été le jour où l'appel au BDS était pour la première fois lancé par une alliance de plus de 170 organisations palestiniennes : syndicats, réseaux de réfugiés, ONG et associations locales. Le message transmis ce jour était un appel aux organisations de la société civile internationale et aux gens de conscience, afin qu'ils « imposent un boycott général et mettent en place des initiatives de désinvestissement contre Israël, emboitant ainsi le pas aux mesures appliquées en Afrique du Sud durant la période où sévissait l'apartheid. »

Plus précisément, le BDS appelle à la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967, avec le démantèlement du mur et des colonies, la fin du système israélien de discrimination raciste contre ses citoyens palestiniens et le droit au retour inhérent et reconnu par l'ONU des réfugiés Palestiniens dans leur terre d'origine.

Ces trois droits fondamentaux correspondent aux trois composantes majeures du peuple palestinien : les citoyens de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est (38% de la population palestinienne d'après des statistiques de 2011), ceux du territoire de 1948 qui vivent sous le régime d'apartheid israélien (12%) et ceux de la diaspora, en exil (50%). Plus de deux tiers des Palestiniens ont le statut de réfugiés ou sont des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

Agir et s'imposer avec diplomatie et délicatesse

Pour Desmond Tutu, Roger Waters, Naomi Klein, Alice Walker, Judith Butler, John Berger, Ken Loach, Angela Davis, Arundhati Roy, Marcel Khalife et Aijaz Ahmed – personnalités publiques jouissant d'une forte influence – la conclusion est on ne peut plus claire : c'est la même lutte menée en Afrique du sud du temps de l'Apartheid qui doit être suivie aujourd'hui. En effet, le mouvement de BDS est absolument indispensable pour obliger Israël à respecter ses obligations en vertu du droit international.

En faisant appel aux gens de conscience, partout dans le monde, afin d'aider à mettre fin au système israélien d'oppression à trois facettes, le mouvement de BDS n'entend pas solliciter une action héroïque mais plutôt l'accomplissement et le respect d'une profonde obligation morale qu'est le renoncement à la complicité dans l'oppression.

Chaque année, les pays occidentaux, à l'instar des États-Unis et de l'Allemagne offrent des milliards de dollars à Israël, sans oublier le commerce militaire lucratif. De ce fait, les contribuables de ces pays occidentaux subviennent aux violations israéliennes du droit international pendant que leurs programmes sociaux domestiques subissent des coupes sombres, que le chômage atteint des niveaux alarmants et que l'environnement se fait massacrer et détruire. Tirer un trait sur la complicité avec les crimes israéliens ne joue pas en faveur du peuple palestinien seulement, mais il conviendra sans nul doute aux « 99% » des personnes aux quatre coins du monde qui luttent contre une guerre perpétuelle et pour une justice socio-économique.

S'appuyant sur son influence mondiale, le mouvement de BDS dirigé par la principale coalition dans la société civile palestinienne, le BNC [BDS National Committee] enregistre une percée à travers le monde, couronnée par d'importantes

victoires.

Quelques jours auparavant, *The American Studies Association* [l'Association des Études Américaines] a adopté le principe du boycott universitaire d'Israël avec un ratio de soutien stupéfiant de 2:1 de l'ensemble de ses membres. En avril, *The Association for Asian-American Studies* [L'Association pour les Études Asiatiques Américaines] est devenue la première instance universitaire américaine à adopter le boycott d'Israël. Dans la même période, *The Federation of French-Speaking Belgian Students* (La Fédération des Étudiants Belges Francophones) qui compte 100 000 membres a également adopté le boycott des institutions universitaires israéliennes, tout comme le Syndicat des Enseignants Irlandais. En mars 2011, l'Université de Johannesburg a rompu des liens avec l'Université Ben Gourion à cause des violations des droits de l'homme.

Pour leur part, les Conseils d'Étudiants à travers plusieurs universités nord-américaines, dont l'Université de Californie, Berkeley, ont opté pour le désinvestissement de toutes les sociétés qui tirent profit de l'occupation israélienne.

Une liste de plus en plus longue

A travers des millions de membres – originaires, entre autres, d'Afrique du sud, de Grande-Bretagne, d'Irlande, d'Inde, du Brésil, de Norvège, du Canada, d'Italie, de France, de Belgique et de Turquie – ce sont les principales fédérations syndicales internationales qui ont apporté leur soutien au mouvement de BDS

Veolia qui est une société complice avec l'occupation israélienne, a perdu ou a dû se retirer d'appels d'offres qui valent des milliards de dollars, principalement en Suède, en Grande-Bretagne, en Irlande et maintenant aux États-Unis.

Le militantisme du BDS en Norvège, en Afrique du Sud, au Parlement Européen et dans plusieurs Universités Britanniques

et ailleurs, a pu frapper G4S, la plus grande société de services de sécurité à l'échelle mondiale. L'entreprise fait actuellement face à d'importants échecs tout à fait significatifs résultant de son implication dans les prisons israéliennes où des détenus Palestiniens, notamment des enfants se font torturer. Elle est également impliquée dans plusieurs projets qui enfreignent le droit international.

En Grande-Bretagne, la cinquième plus grande chaîne de supermarché Co-op a adopté la politique de boycott des sociétés qui opèrent dans les Territoires Palestiniens Occupés.

L'an dernier, *The United Methodist Church* [L'Église Méthodiste Unie] a appelé au boycott des produits en provenance des colonies israéliennes. Une décision suivie par l'Église Presbytérienne Américaine et l'Église Unie du Canada. L'Église Mennonite Américaine est allée encore plus loin en décidant de ne pas investir dans les entreprises impliquées dans l'occupation israélienne.

Pour sa part, le gouvernement néerlandais a publiquement « dissuadé » les entreprises de son pays à renoncer au business avec les entités israéliennes opérant dans les Territoires Palestiniens Occupés, ce qui a poussé la plus grande entreprise de construction aux Pays-Bas, Royal Haskoning DHV, à se retirer d'un projet de traitement des eaux usées avec la municipalité israélienne de Jérusalem-Est occupée. Dans le même contexte, l'entreprise publique des eaux Vitens a également résilié un contrat avec l'entreprise israélienne des eaux, Mekorot.

Il en va de même pour le gouvernement britannique qui a publié une directive sur l'implication des entreprises dans les colonies illégales israéliennes. Ces étapes suivent la publication des directives européennes contre le financement des projets et entités israéliens dans les Territoires Palestiniens.


Deutsche Bahn, la compagnie allemande des chemins de fer et qui est contrôlée par le gouvernement, s'est retirée d'un projet israélien qui empiète et confisque la terre palestinienne occupée. Des responsables du Ministère allemand des Affaires Étrangères ont informé des représentants de la société civile palestinienne qu'ils ont recommandé à toutes les institutions académiques allemandes d'éviter tout échange avec l'université d'Ariel, une colonie israélienne en Cisjordanie.


Il est vrai que la violente répression israélienne, sa politique de nettoyage ethnique et son blocus à l'encontre des Palestiniens augmentent jour après jour. Néanmoins, nous demeurons confiants et convaincus que nous surmonterons les obstacles et que nous vaincrons. Grâce au mouvement de BDS, aujourd'hui devenu mondial et ayant réussi à conquérir les cœurs et les esprits des peuples, il se pourrait bien que nous atteignons le point où tout basculera.





Omar Barghouti est militant Palestinien indépendant des droits de l'homme et membre fondateur du mouvement de BDS. Il est l'auteur de « *Boycott, Divestment, Sanctions : The Global Struggle for Palestinian Rights,* » (Haymarket : 2011).

Du même auteur :

 Le succès ultime d'Israël pourrait bien signer la fin de son régime colonial – 9 octobre 2013

 Le mouvement BDS expliqué – Pourquoi j'ai boycotté Israël – 28 février 2013

 A propos du soutien des juifs israéliens au régime d'apartheid en Israël – 25 octobre 2012

 BDS : Les Palestiniens veulent « toute la panoplie des droits » – 27 juin 2012

- ☒ BDS pour les droits des Palestiniens : « L'égalité ou rien ! » – 6 mai 2012
- ☒ BDS, des armes économiques pour relayer la politique – 31 décembre 2011
- ☒ Un criminel de la Haganah témoigne sur la Nakba – 30 décembre 2011
- ☒ Veolia toujours impliquée dans les violations israéliennes du droit international – 24 novembre 2011
- ☒ L'obstacle fondamental sur le chemin d'une solution à un État – 18 novembre 2011
- ☒ Ashton : l'attaque des colons contre la mosquée en Cisjordanie sape la paix au Proche-Orient – 12 septembre 2011
- ☒ Le dernier masque de démocratie tombe – 6 août 2011

22 décembre 2013 – Al Jazeera English – Vous pouvez consulter cet article en anglais à :

<http://www.aljazeera.com/indepth/op...>

Traduction : Info-Palestine.eu – Niha